

Le scandale de la misère

Robin Couture

Number 760, October–November 2012

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/67555ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Couture, R. (2012). Le scandale de la misère. *Relations*, (760), 6–7.



Le scandale de la misère

Le Collectif pour un Québec sans pauvreté sera en tournée cet automne pour exiger la couverture des besoins de base de tous les Québécois.

ROBIN COUTURE

L'auteur est porte-parole du Collectif pour un Québec sans pauvreté

Beaucoup l'ignorent, mais au Québec, près d'une personne sur dix vit « dans le rouge ». En effet, des centaines de milliers de personnes seules (dont plusieurs avec des contraintes sévères à l'emploi en raison d'une maladie grave ou d'un handicap), des dizaines de milliers de couples sans enfants et près de 50 000 familles monoparentales, généralement avec des femmes à leur tête, n'ont pas un revenu suffisant pour combler leurs besoins de base. En tout, ce sont 750 000 personnes qui manquent cruellement de l'essentiel, qui sont obligées de faire des choix déchirants et qui vivent littéralement en situation de survie. La question se pose: comment pouvons-nous tolérer que ces personnes vivent dans de telles conditions? C'est un véritable scandale dans une société aussi riche que la nôtre.

Depuis sa fondation en 1998, le Collectif pour un Québec sans pauvreté mène une lutte acharnée en faveur de l'élimination de la pauvreté. Début 2011, il a lancé sa campagne *Fixer des cibles de revenu pour le Québec*, qui vise plus particulièrement l'amélioration immédiate du revenu des personnes assistées sociales et celui des travailleuses et des travailleurs pauvres. Dans le cadre de cette campagne, plusieurs actions citoyennes ont eu lieu, de l'envoi massif de courriels à tous les députés à la tenue de points de presse à l'Assemblée nationale, en passant par « l'occupation » de La grande guignolée des

médias 2011. Ces efforts ont mené 53 députés (dont la majorité des députés actuels du Parti québécois) à promettre de tout mettre en œuvre pour que soit tenue une commission parlementaire ouverte sur ces enjeux, c'est-à-dire un grand débat de société sur la pauvreté.

Cet automne, le Collectif sera en tournée partout au Québec pour faire connaître les causes profondes qui expliquent ce scandale qu'est la non-

couverture des besoins de base, lequel cache une histoire remplie d'injustices. Une histoire où les riches sont de plus en plus riches, où la classe moyenne s'érode petit à petit et où les plus pauvres demeurent pauvres. Une histoire où, malgré une croissance économique presque continue, les inégalités socioéconomiques augmentent et la richesse, elle, se concentre davantage dans les mains de quelques-uns. Une histoire où les travailleurs occupent de plus en plus des emplois précaires, à temps partiel et atypiques pour gagner toujours moins, et où certains ménages, comme les personnes seules et les couples sans enfants, sont laissés de côté.



Au Québec, 750 000 personnes ne couvrent pas leurs besoins de base

- Des centaines de milliers de personnes seules ne couvrent que 51 % de leurs besoins de base.
- Des dizaines de milliers de couples sans enfants ne couvrent que 56 % de leurs besoins de base.
- Près de 50 000 familles monoparentales, généralement avec des femmes à leur tête, ne couvrent pas leurs besoins de base. Par exemple, des femmes avec un enfant de trois ans n'en couvrent que 85 %.
- Beaucoup de personnes seules avec des contraintes sévères à l'emploi, à cause d'une maladie grave ou d'un handicap, ne couvrent que 74 % de leurs besoins de base.

UN SCANDALE QU'ON NE PEUT PLUS IGNORER



La couverture des besoins de toutes les personnes est un passage à emprunter pour sortir de la pauvreté. Cette pauvreté qui use ceux et celles qui la vivent, bafoue les droits les plus fondamentaux, prive la société québé-

coise de la pleine contribution de près d'un million de personnes et entraîne des coûts sociaux et des problèmes de santé immenses. Ainsi, le gouvernement péquiste fraîchement élu, à l'instar de la nouvelle Assemblée nationale, doit parler de ce scandale et agir pour y

mettre fin. Et les Québécois qui, au cours des prochaines semaines, grâce au travail du Collectif, seront de plus en plus nombreux à connaître le fin fond de l'histoire, doivent veiller à ce que les élus agissent en ce sens. ●

Le Partenariat transpacifique : un chèque en blanc?

Le Canada a tout fait pour être invité à en faire partie et semble prêt à accepter ce traité à tout prix.

STUART TREW

En août dernier, Rob Merrifield, le porte-parole des conservateurs au Comité permanent du commerce international, a lancé une phrase étonnante concernant le Partenariat transpacifique (PTP): «C'est une sorte de "Doha-light". Et vous savez où Doha a fini...»

M. Merrifield répondait aux questions des journalistes concernant les intentions du gouvernement conservateur en matière de libre-échange. Comme on le sait, celui-ci a tout fait pour obtenir une place à la table de négociations du PTP, décrit comme la nouvelle zone de libre-échange des Amériques parce que son objectif est d'étendre le modèle de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) à l'Amérique latine et aux États du Pacifique. Il rassemble neuf pays partenaires – les États-Unis, l'Australie, le Brunei, le Chili, la Malaisie, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour et le Vietnam. Or, si ce partenariat connaît le même sort que les négociations du cycle de Doha menées sous

l'égide de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui ont finalement échoué, pourquoi le Canada a-t-il accepté les concessions et conditions d'entrée humiliantes imposées par le gouvernement américain, compromettant son pouvoir de négociation d'entrée de jeu?

En effet, en juin dernier, le Canada et le Mexique ont été admis dans le club du PTP, pour ainsi dire, avec des pouvoirs de négociation restreints, sans droit de veto, sort qui attend les autres pays qui désirent s'y joindre. Ils ne pourront changer les textes qui auront été finalisés avant leur participation *effective* aux négociations, ce qui ne sera pas avant la 15^e ronde prévue en décembre en Nouvelle-Zélande...

Le gouvernement Harper a en quelque sorte donné un chèque en blanc aux États-Unis et à d'autres pays qui, au cours des négociations menées en juillet et en septembre, ont pu s'assurer un accès au marché canadien dans des domaines sensibles, avant que le Canada n'ait son mot à dire. Les beaux discours concernant la protection du système de gestion de l'offre

pour les produits laitiers sonnent par ailleurs de plus en plus faux depuis que des promesses à l'effet contraire auraient été faites et que Stephen Harper a annoncé la fin de la Commission canadienne du blé, le 1^{er} août 2012. Qu'a-t-il promis d'autre en échange de la place du Canada à la table de négociations? On ne le saura peut-être jamais.

D'ailleurs, c'est peu dire que le secret caractérise ces négociations, privant les populations de leur droit de savoir et de participer démocratiquement à ce qui se fait pourtant en leur nom: pousser un modèle de globalisation basé sur le libre-marché que les événements mondiaux récents ont pourtant fondamentalement discrédité. Le libre-échange et la libéralisation des investissements et des services financiers comptent parmi les causes principales de la crise financière, de l'explosion des émissions de carbone et des changements climatiques. Ce modèle a fait peu pour créer de bons emplois ou réduire la pauvreté ici comme ailleurs, et le Partenariat transpacifique est de nature à réduire la capacité d'action des gouvernements face aux crises sociales et environnementales en cours.

Le pouvoir des multinationales, par contre, s'accroîtra encore davantage et

L'auteur est responsable des campagnes en matière de commerce au Conseil des Canadiens